

Discours de Matt Goodwin au Parlement européen, 09/10/2025

Pourquoi la politique britannique connaît-elle un « réalignement » politique historique qui, si les sondages sont exacts, aboutira à un gouvernement réformiste dirigé par Nigel Farage ?

Pour répondre à cette question, permettez-moi d'abord de présenter quelques faits sur ce qui se passe actuellement en Grande-Bretagne.

D'ici 2063, les Britanniques blancs seront minoritaires dans le pays.

Parmi les moins de 40 ans, cela se produira beaucoup plus tôt, potentiellement dès 2050, soit dans seulement vingt-cinq ans.

D'ici 2079, les personnes nées à l'étranger (hors du Royaume-Uni) et leurs descendants directs représenteront la majorité de la population du pays.

En Angleterre, aujourd'hui déjà, plus de 40 % des bébés ont au moins un parent né à l'étranger, les pays les plus représentés étant l'Inde, le Pakistan, le Nigeria, le Bangladesh, le Ghana, l'Afghanistan et l'Irak.

D'ici 2100, à la fin de ce siècle, un adulte britannique sur quatre et environ un jeune sur trois, à moins que nous ne changions de cap, seront de confession musulmane.

Aujourd'hui, plus d'un million de personnes en Grande-Bretagne ne parlent pas anglais, tandis que dans plus de 2 000 écoles, la majorité des enfants ne parlent pas l'anglais comme première langue.

Muhammad, y compris les variantes de ce prénom, est le prénom masculin le plus populaire en Grande-Bretagne depuis 2016.

Et dans de nombreuses régions du pays, entre 20 et 40 % des personnes issues de minorités rejettent ouvertement l'identité britannique.

Tous ces éléments permettent de comprendre pourquoi la politique britannique connaît actuellement un changement profond et historique, à savoir un réalignement politique.

Nous sommes confrontés à une crise de l'immigration, une crise démographique, à laquelle personne à Westminster ne réagit sérieusement. Et cette crise comporte deux éléments clés.

Le premier est la crise de l'immigration clandestine.

Selon le Pew Research Centre, plus d'un million de migrants clandestins vivent et travaillent aujourd'hui en Grande-Bretagne.

Ils sont désormais rejoints par près de 200 000 migrants clandestins supplémentaires non contrôlés, qui arrivent sur de petits bateaux en provenance de France.

Et si la tendance moyenne actuelle se poursuit, ils seront bientôt rejoints par 181 000 autres migrants illégaux arrivant sur de petits bateaux d'ici les prochaines élections générales.

Le nombre de migrants non contrôlés qui ont traversé la frontière à bord de petits bateaux est désormais supérieur à celui des personnes servant actuellement dans les forces armées britanniques.

Personne n'a voté pour cela. Personne ne le souhaite.

Pourtant, une fois qu'ils sont entrés illégalement en Grande-Bretagne, ils sont envoyés par notre gouvernement travailliste actuel au cœur même de nos communautés locales, à côté des familles, des écoles, des synagogues, des enfants.

Le coût de cette politique absurde s'élève à environ 5,7 millions de livres sterling par jour pour les contribuables britanniques qui travaillent dur, soit 15 milliards de livres sterling au cours de la prochaine décennie.

Nous ne savons pas qui sont ces personnes.

Nous ne savons pas d'où elles viennent.

Nous ne savons pas quelles sont leurs croyances.

Nous ne savons pas pourquoi elles sont ici.

Ce que nous savons, c'est qu'il y a parmi elles des partisans de l'État islamique, des meurtriers, des violeurs et des terroristes iraniens « présumés », et que l'État islamique utilise la crise migratoire en Europe pour infiltrer les pays occidentaux.

Comme dans le cas récent d'un terroriste connu appartenant aux Frères musulmans, originaire d'Égypte, qui avait déjà été condamné pour fabrication de bombes.

Il est entré illégalement en Grande-Bretagne, a été logé dans un hôtel Hilton quatre étoiles, aux frais du contribuable britannique, et a été autorisé à errer dans les rues pendant dix-sept mois pendant que le ministère de l'Intérieur décidait de la suite à donner à son cas. Pendant cette période, il a violé une femme à Hyde Park, à Londres.

Je pourrais vous citer de nombreux autres cas similaires.

La crise de l'immigration illégale ridiculise la prétention du Royaume-Uni d'être une nation autonome, indépendante et souveraine.

Elle rompt le contrat social entre les citoyens et leurs représentants démocratiquement élus à Westminster, qui sont censés assurer la sécurité et la sûreté des personnes dans leur propre pays.

Aujourd'hui, l'érosion de ce contrat social est aggravée par un deuxième aspect clé de cette crise : la crise croissante de l'immigration légale en Grande-Bretagne.

Cette crise a commencé avec Tony Blair, en 1997, puis s'est accélérée avec le parti dit « conservateur », entre 2010 et 2024.

Plus récemment, sous Boris Johnson, l'immigration massive et incontrôlée, a été amplifiée.

À partir de 2021, près de 4 millions d'immigrants, en termes nets, sont entrés en Grande-Bretagne grâce à la stratégie de Boris Johnson visant à libéraliser l'ensemble du système d'immigration.

En outre, environ 80 % de ces immigrants proviennent de pays radicalement différents, voire incompatibles, situés en dehors de l'Europe : 80 % viennent du Nigeria, de Chine, d'Inde, du Pakistan et d'Ouzbékistan.

Cela a fondamentalement remodelé la population britannique sans aucun mandat démocratique.

Encore une fois, personne n'a voté pour cela. Personne ne l'a demandé. Cela ne figurait dans le programme électoral de personne.

En fait, Boris Johnson avait promis le contraire en 2019 : il avait promis de « réduire les chiffres globaux ». Mais une fois au pouvoir, il a fait le contraire.

Voici un seul fait à prendre en considération.

Chaque année depuis 1997, chaque année depuis l'arrivée au pouvoir de Tony Blair, l'immigration au Royaume-Uni a été plus importante que pendant toute la période comprise entre l'arrivée des Anglo-Saxons au Ve siècle et la fin de la Seconde Guerre mondiale.

En d'autres termes, il y a eu plus d'immigration vers la Grande-Bretagne chaque année au cours des 18 dernières années qu'il n'y en a eu pendant les 1 500 ans qui séparent les Anglo-Saxons de la fin de la Seconde Guerre mondiale.

C'est là l'ampleur du changement auquel nous assistons.

Nous vivons la plus forte et la plus profonde augmentation de la population de notre pays depuis le début des registres officiels, en 1701.

Encore une fois, personne n'a voté pour cela. Personne ne l'a demandé.

La classe politique de Westminster affirme : « Cela nous rend plus riches, c'est bon pour l'économie ».

Mais ce n'est pas vrai.

Les preuves économiques de l'immigration massive sont désormais claires. De la Finlande au Danemark, en passant par les Pays-Bas et la Grande-Bretagne, toutes les études majeures aboutissent à la même conclusion.

Le type exact de migration que nous connaissons actuellement en Europe, et que nos dirigeants continuent d'encourager – bas salaires, faible qualification, faible niveau d'éducation, non-Européens – appauvrit les nations occidentales, au lieu de les enrichir, et les affaiblit au lieu de les renforcer.

Il s'agit d'un coût fiscal net, et non d'un bénéfice fiscal net.

Cela impose des coûts énormes aux contribuables, alors que nous traversons également la pire crise du coût de la vie depuis la Seconde Guerre mondiale.

Les problèmes économiques sont une chose, les problèmes culturels en sont une autre.

Prenons l'exemple du scandale des gangs de violeurs et du scandale des gangs de proxénètes.

Il s'agit de viols et d'agressions sexuelles à grande échelle sur des enfants britanniques, dans le cadre desquels des réseaux pakistanais très organisés, structurés en clans, rendaient des enfants – des enfants – dépendants à l'héroïne, à la cocaïne et à l'alcool afin de pouvoir les abuser et les faire circuler dans tout le pays.

On estime qu'un million d'enfants, à partir des années 1960, ont été violés et maltraités de cette manière, et pourtant, pendant de nombreuses années, nos politiciens à Westminster ont déclaré qu'il était « islamophobe », « raciste » et « d'extrême droite » de suggérer que cela se produisait.

En fait, ce n'est que cette année, en 2025, qu'un gouvernement a finalement accepté de mener une enquête nationale sur ce scandale horrible.

Pourquoi est-ce que je parle de cela ?

Parce que le scandale des gangs de violeurs est un symbole puissant du problème culturel que nous avons importé en Grande-Bretagne par le biais de l'immigration légale massive.

Comme le note Garrett Jones dans son ouvrage, l'immigration n'est pas simplement le mouvement des peuples, c'est le mouvement des cultures.

Et nous importons des cultures qui sont fondamentalement opposées aux traditions, aux valeurs et aux modes de vie qui ont longtemps maintenu la cohésion de notre pays.

La raison pour laquelle des millions de personnes envisagent de voter pour le Parti réformiste lors des prochaines élections générales, qui recueille actuellement 35 % des voix, la raison pour laquelle les gens manifestent et défilent dans les rues, et la raison pour laquelle beaucoup d'autres hissent spontanément les drapeaux de l'Union et de Saint-Georges sur les lampadaires, les bâtiments publics et leurs maisons, est, en fin de compte, la crise démographique et migratoire.

Ce qui soulève une question évidente : comment y remédier ?

Pour y remédier, il faut annoncer la fin immédiate de la politique extrême d'immigration massive et incontrôlée.

Le Royaume-Uni quittera la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH).

Le Royaume-Uni abrogera la loi sur les droits de l'homme de Tony Blair, qui inscrit la CEDH dans le droit national.

Le Royaume-Uni procédera à la détention et à l'expulsion de toute personne entrant illégalement sur son territoire, en traitant leur cas à l'étranger et en ne les plaçant plus à proximité de familles, d'enfants, de synagogues et d'écoles britanniques.

Le Royaume-Uni rétablira le principe de préférence nationale, en donnant la priorité aux citoyens de son pays qui travaillent dur, respectent la loi et paient leurs impôts.

Et le Royaume-Uni va profondément remodeler et réformer l'immigration légale dans notre pays.

Il ne sera plus possible de rester indéfiniment au Royaume-Uni.

Nous adopterons une politique de visas renouvelables de cinq ans qui ne seront renouvelés que si le demandeur parle couramment l'anglais à un niveau élevé, apporte une contribution nette à l'économie, n'a pas de casier judiciaire et ne dépend pas des prestations sociales et des logements sociaux subventionnés par les contribuables, dont le coût est estimé à 15 milliards de livres sterling par an.

Le régime d'immigration légale sera complètement remodelé. Et le régime de migration illégale sera complètement remodelé.

Car si nous ne le faisons pas, le contrat social dans notre pays s'effondrera.

Les gens retireront leur soutien à l'État.

Ils retireront leur soutien à l'aide sociale.

Et nous nous dirigerons vers une situation similaire à celle que nous avons connue dans notre pays au lendemain des atrocités de Southport, lorsque le fils de migrants rwandais a assassiné trois petites filles : des troubles civils.

Personne ne souhaite que cela se produise.

Personne ne veut que la confiance du public s'effondre.

Personne ne veut vivre dans une société divisée.

La réponse au problème auquel mon pays est confronté, qui est également un problème à l'échelle européenne, consiste à reprendre le contrôle des frontières et à reprendre le contrôle du système d'immigration.

C'est pourquoi la politique britannique est confrontée à la plus importante réinitialisation depuis plus d'un siècle. La montée en puissance du parti Reform est la plus importante insurrection politique depuis l'émergence du Parti travailliste au début du XXe siècle.

Et à la classe politique de Westminster qui se demande « pourquoi cela arrive-t-il ? », je réponds ceci : vous ne pouvez vous en prendre qu'à vous-mêmes.

Merci beaucoup.